

Mi 2012, l'activité se détériore

Au deuxième trimestre 2012, l'activité économique donne de forts signes de ralentissement en Limousin et fléchit légèrement au niveau national. Dans la région, cette baisse concerne tous les secteurs d'activité. L'emploi se replie nettement et le chômage atteint des niveaux historiques.

Frédéric Carpentier, Insee Limousin

Synthèse régionale

Au deuxième trimestre 2012, l'activité économique limousine se contracte nettement. Ce repli affecte l'ensemble des secteurs d'activité. Dans l'industrie, selon les chefs d'entreprise interrogés par la Banque de France¹, les carnets de commandes restent peu étoffés et les stocks demeurent élevés. Si les prévisions sont bien orientées pour les semaines à venir, les entrepreneurs du secteur restent réservés à plus long terme. L'activité continue de se dégrader dans le secteur de la construction. En conséquence, l'emploi salarié régional s'est nettement replié au cours du deuxième trimestre (-0,6 %), en particulier dans l'industrie et la construction. Les services et l'intérim ne soutiennent plus la croissance de l'emploi régional. Dans ce contexte de dégradation de l'activité économique, le taux de chômage augmente fortement au deuxième trimestre pour atteindre son plus haut niveau depuis 30 ans. La Haute-Vienne et la Creuse sont les départements les plus affectés mais sur un an, c'est la Corrèze qui enregistre la plus forte hausse. Le nombre de demandeurs d'emploi poursuit sa progression. Le recul des offres d'emplois collectées par Pôle emploi ne laisse pas présager un retournement de la situation dans les prochains mois. Dans ce climat conjoncturel incertain, les créations d'entreprises subissent un ralentissement et le nombre de défaillances prononcées est en hausse sur un an.

¹ Source : note de conjoncture de la Banque de France de octobre 2012

Le contexte international

Contrairement au premier trimestre, la croissance des pays avancés est restée atone au deuxième trimestre 2012 (+0,1 %). La faiblesse de la demande des pays émergents alliée aux consolidations budgétaires en cours, ont largement contribué au ralentissement des économies. L'activité a progressé aux États-Unis (+0,3 %) et au Japon (+0,2 %) sur un rythme toutefois plus faible qu'au trimestre précédent. En revanche, les économies européennes ont connu un nouvel accès de faiblesse en raison du net recul de la demande intérieure (-0,2 % dans la zone euro). L'activité a légèrement fléchi en France, a progressé en Allemagne (+0,3 %) et s'est dégradée en Espagne et en Italie.

Au troisième trimestre 2012, selon les premières estimations d'Eurostat, l'activité économique progresse au sein de l'Union européenne (+0,1 % par rapport au trimestre précédent) mais fléchit de nouveau dans la zone euro (-0,1 %). Les États-Unis maintiennent une croissance plus soutenue (+0,5 %) alors que le Japon voit son PIB chuter de 0,9 %.

Le contexte national

En France, l'activité a légèrement fléchi au deuxième trimestre 2012. Elle s'est nettement repliée dans l'industrie manufacturière (-1,0 %) et a été peu dynamique dans les services marchands (+0,2 %). En revanche, la production d'énergie a fortement progressé suite aux basses températures du mois d'avril. L'activité a rebondi dans la construction (+0,5 %), notamment dans les travaux publics, grâce au rattrapage du déficit d'activité de février. Depuis juin 2012, le climat des affaires a légèrement reculé dans les services et plus nettement dans le bâtiment.

Au troisième trimestre 2012, le PIB se redresse (+0,2 %) soutenu par la progression de l'activité tant dans l'industrie (+1,0 %) que dans les services (+0,4 %). La production ralentit dans la construction (+0,1 %).

Avec un léger rebond des dépenses des ménages et un investissement en léger repli, la demande intérieure contribue positivement à la croissance. De même, le solde commercial s'améliore grâce à la légère accélération des exportations et le repli des importations. Seules les variations des stocks pèsent sur l'évolution du PIB.

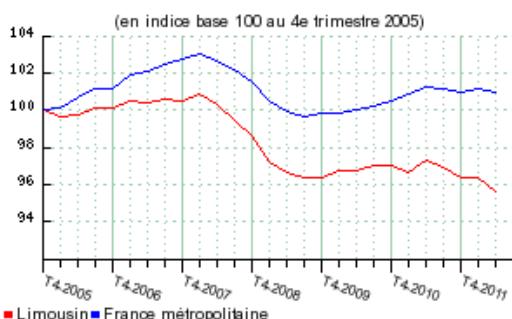
Au final, avec un premier semestre plutôt atone et un troisième trimestre peu tonique, l'acquis de croissance pour 2012 s'élève à 0,2 % alors que le PIB avait progressé de 1,7 % l'année précédente.

L'emploi salarié repart à la baisse

Au deuxième trimestre 2012, l'emploi salarié limousin dans les secteurs marchands enregistre un net recul (-0,6 %), soit une perte de plus de 850 emplois. Ce repli est plus important qu'au niveau national (-0,1 %). La stabilisation observée au premier trimestre ne s'est pas confirmée.

L'emploi salarié retrouve la tendance à la baisse qu'il avait subi au cours du second semestre 2011. Sur un an, il diminue de 1,6 % contre 0,3 % en France métropolitaine. Le Limousin est ainsi l'une des régions métropolitaines les plus touchées derrière la Champagne-Ardenne (-2,0 %) et la Lorraine (-1,8 %) et au même niveau que la Picardie. Sur un an près de 2 250 emplois ont été détruits dans la région.

Évolution de l'emploi salarié marchand

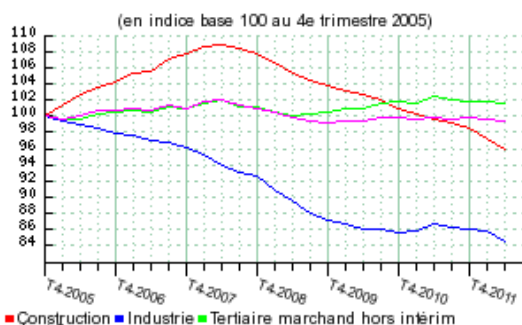


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

La baisse de l'emploi affecte les trois départements de manière similaire au deuxième trimestre. Sur un an, si la Corrèze et la Creuse connaissent la dégradation la plus importante (-1,7 %), la Haute-Vienne s'inscrit aussi fortement à la baisse (-1,4 %).

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

L'emploi salarié recule dans tous les secteurs d'activité, l'industrie et la construction étant les plus affectés. Les services hors intérim ne soutiennent

plus la croissance de l'emploi et affichent également des pertes sur un an.

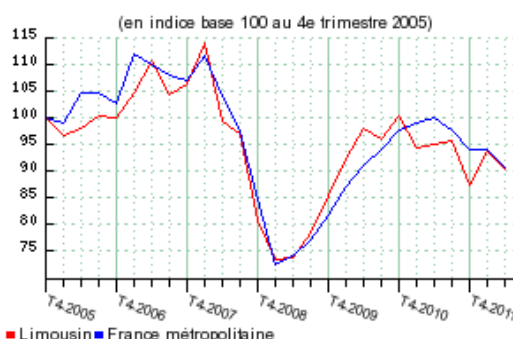
Les chefs d'entreprise du secteur industriel interrogés par la Banque de France font état d'une atonie de l'activité au second trimestre, hormis dans le secteur de l'agroalimentaire. Malgré une légère reprise depuis le mois de septembre, et si les prévisions sont bien orientées pour les semaines à venir, les entrepreneurs demeurent très réservés à plus long terme en raison du faible niveau des carnets de commandes, des stocks encore trop élevés et du faible taux d'utilisation des capacités de production. Ainsi, l'emploi industriel, qui s'était stabilisé au cours de l'année 2011, repart à la baisse en 2012.

L'emploi dans la construction, en chute ininterrompue depuis quatre années, accuse un fort repli par rapport au premier trimestre (-1,3 %). Les effectifs salariés dans le secteur ont diminué de 3,7 % sur un an.

Net repli de l'emploi intérimaire

Indicateur de la situation du marché de l'emploi, l'intérim pâtit fortement de la dégradation du contexte économique. Au second trimestre 2012, il chute de 3,1 %, après une hausse de 6,8 % en début d'année. Cependant, sur un an, la tendance également à la baisse (-4,7 %) est plus atténuée qu'en France métropolitaine (-9,1 %).

Évolution de l'emploi intérimaire



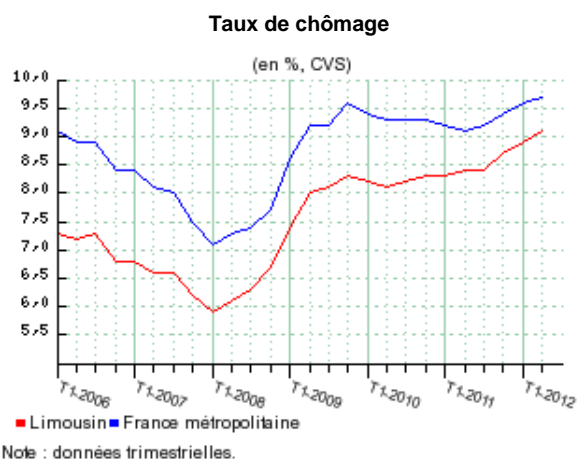
Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Le chômage à son plus haut niveau depuis 30 ans

Conséquence de la dégradation de l'emploi salarié, le taux de chômage régional est en progression au deuxième trimestre. En hausse ininterrompue depuis un an, il s'établit en moyenne à 9,1 % de la population active. S'inscrivant en légère hausse par rapport au trimestre précédent (+0,2 point), il dépasse pour la première fois depuis trente ans le seuil des 9 %. Il reste cependant inférieur au taux de chômage de la France métropolitaine qui s'établit à 9,7 %. Sur un an, la progression du taux de chômage dans la région est à peine supérieure à celle enregistrée au niveau national (+0,7 point contre +0,6 point). Progressivement, le taux de

chômage limousin tend à se rapprocher de la moyenne nationale.



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

La Corrèze enregistre une hausse importante du chômage de 0,3 point au deuxième trimestre 2012. Avec 7,9 % de chômeurs, elle affiche toujours le taux de chômage le plus bas de la région. Cependant, sur un an, c'est le département limousin qui a enregistré la plus forte progression (+ 1 point).

Le chômage creusois subit une évolution similaire (+ 0,3 point). La Creuse demeure ainsi le département le plus affecté de la région et le taux chômage y est pour la première fois supérieur à 10 %.

Le chômage augmente de manière plus modérée en Haute-Vienne (+ 0,2 point) et s'établit à 9,6 % de la population active. Il continue de se rapprocher de la moyenne nationale et, comme en Creuse, il atteint son plus haut niveau depuis plus de 30 ans.

Nouvelle progression du nombre de demandeurs d'emploi

Signe de la détérioration du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi limousins de catégories A, B et C est en progression de 7,7 % sur un an et s'établit à 46 700 fin septembre 2012. Cependant, cette hausse est moindre qu'au niveau national (+ 8,3 %). Les plus de 50 ans représentent un peu plus d'un cinquième des inscrits à Pôle emploi dans la région et enregistrent la plus forte progression sur une année (+ 15 %).

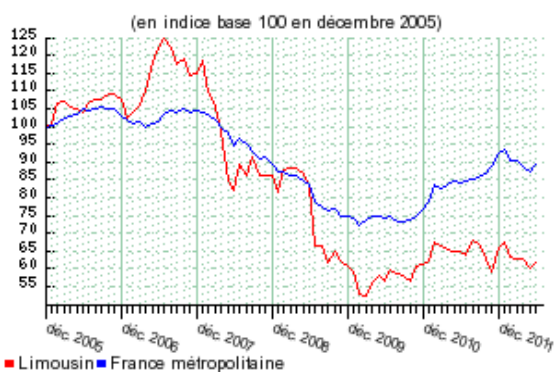
Quatre demandeurs d'emploi limousins sur dix de catégories A, B et C sont inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus. Leur proportion est en progression d'un peu plus d'un point sur les douze derniers mois.

Parallèlement, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi ont diminué de 27 % sur un an. Si les propositions d'emploi offrant un contrat de plus de 6 mois demeurent stables, elles ne compensent pas la chute des offres d'emploi de moins de 6 mois (- 40 % sur un an).

Situation morose dans la construction

Dans la construction, l'activité s'est encore dégradée dans la région. Sur un an, le cumul des mises en chantier de logements est de 3 200, soit un recul de 5 % en glissement annuel. *A contrario*, au cours de la même période, le nombre de logements commencés augmente de 5,7 % en France métropolitaine mais depuis le début de l'année la tendance nationale est également à la baisse. Dans la région, cette dégradation concerne principalement les logements individuels.

Évolution du nombre de logements commencés

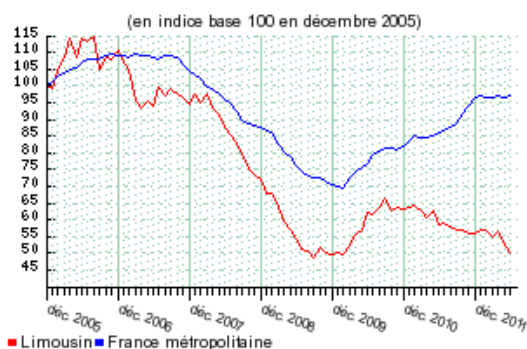


Note : Données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Les perspectives d'activité du secteur dans les prochains mois restent mal orientées. En effet, les autorisations de construction de logements sont également en baisse ce trimestre. Sur un an, elles sont en chute de 13,7 % alors qu'elles progressent de 12,6 % en France métropolitaine au cours de la même période, du fait du redressement observé fin 2011 et qui n'a pas eu lieu dans la région.

Évolution du nombre de logements autorisés



Note : Données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

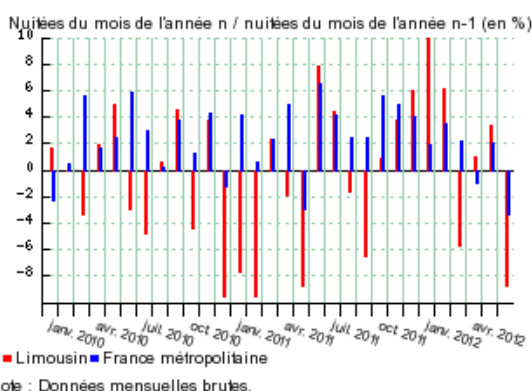
Dans les travaux publics, selon l'enquête de conjoncture de la Cellule économique du Limousin BTP, l'activité des entreprises affiche un niveau très inférieur à celui du second trimestre 2011. Après un premier trimestre 2012 perturbé par des conditions météorologiques défavorables, le solde d'opinion

des entrepreneurs du secteur se redresse en raison de carnets de commandes plus étoffés au deuxième trimestre. Cependant, les chefs d'entreprise de travaux publics demeurent très inquiets quant à la période à venir et estiment que l'activité devrait continuer de se détériorer.

Baisse de la fréquentation hôtelière

Dans l'hôtellerie limousine, la fréquentation de janvier à août 2012 est au plus bas depuis 2007. L'année a commencé par une embellie en janvier et février, même si le nombre de nuitées est resté en deçà de la moyenne des six dernières années.

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

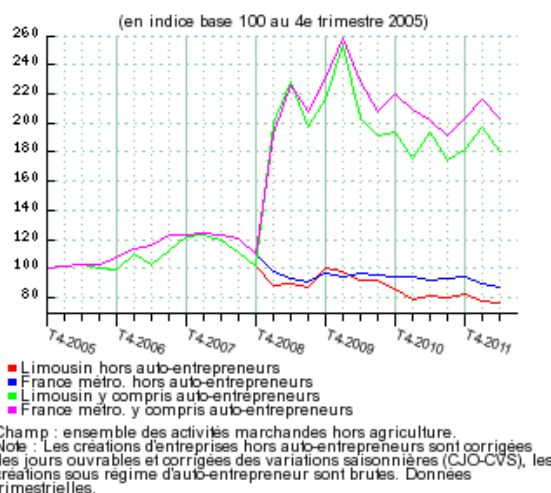
Les hôteliers limousins ont enregistré deux mois très faibles, en mars et juin, les plus bas depuis au moins 6 ans. Les effets de calendrier expliquent en partie ce constat. En effet, le week-end de Pentecôte, habituellement propice aux départs en vacances, se situait cette année en mai. Les hôtels ont donc bénéficié d'une hausse de fréquentation ce mois-là. La comparaison avec le mois de juin précédent (-9%) reflète bien cet ajustement. Enfin, en juillet et août, la fréquentation fléchit légèrement sur un an, mais reste à un niveau habituel.

Moins de créations d'entreprises

Au cours du deuxième trimestre 2012, 1 073 entreprises ont été créées en Limousin, soit 8,4% de moins qu'au trimestre précédent alors qu'au niveau national la baisse est de 6%. Ce repli est essentiellement porté par le recul des créations sous le régime de l'auto-entreprise : -13,2% par rapport au trimestre précédent. Sur une année, les créations en auto-entreprise diminuent de 7% et expliquent en grande partie la baisse globale, la majorité des créations l'étant sous le statut de l'auto-entrepreneur (57%). Les créations sous forme de société ou d'entreprise individuelle sont, elles, demeurées stables.

La dégradation du marché de l'emploi, en particulier dans les secteurs où les auto-entreprises sont très présentes (la construction et les activités de services administratifs et techniques de soutien aux entreprises) incite sans doute les auto-entrepreneurs potentiels à la prudence.

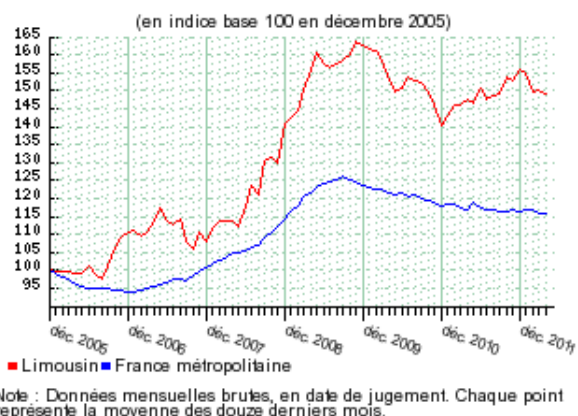
Créations d'entreprises



Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Reflète de la dégradation de la conjoncture régionale, 553 défaillances d'entreprises ont été jugées en Limousin au cours de l'année écoulée, soit une hausse de 2,8% alors que la tendance nationale est à la baisse (-1,5%). Les défaillances des entreprises des secteurs de la construction, du commerce, de l'hébergement et de la restauration rassemblent près des deux tiers des jugements prononcés.

Défaillances d'entreprises



Sources : BODACC ; Insee

Rédaction achevée le 16 novembre 2012
Directrice de la publication : Fabienne Le Hellay
Rédactrice en chef : Nathalie Garrigues
ISSN : 2265-9676
© Insee 2013